



La mondialisation et la pandémie

Chroniques de confinement

Fathallah Oualalou



THINK • STIMULATE • BRIDGE

La mondialisation et la pandémie

Chroniques de
confinement

Fathallah Oualalou

Auteur : Fathallah Oualalou est actuellement Senior Fellow du Policy Center for the New South. Professeur d'Université, Economiste, auteur de plusieurs ouvrages et travaux dont :

- La crise mondiale et nous (2009)
- La Chine et nous (2017)
- La mondialisation et nous (2020)

L'auteur est ancien président de l'Union des Economistes arabes ; ancien ministre de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc et ancien Maire de Rabat.

Copyright © 2020 by Policy Center for the New South, All rights reserved. No part of this work may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, mechanical, electronic, photocopying, recording, or otherwise, without the prior written permission of the publisher.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,

Hay Riad, Rabat, Maroc.

Tél : +212 537 54 04 04

contact@policycenter.ma

www.policycenter.ma

Dépôt Légal : xxxxxx

ISBN : xxxxxxxx

Sommaire

Introduction	7
Chronique 1. Une représentation de la mondialisation : vulnérabilité et chamboulements	11
Chronique 2. Mondialisation avancée et imprévisibilité.....	25
Chronique 3. Par-delà la sidération.....	33
Chronique 4. Capitaliser sur les « bonnes réputations ».....	39

Introduction

Toute épreuve est une opportunité

En février 2020, j'ai publié un livre, « La mondialisation et nous », dans lequel j'ai analysé la place du sud dans les grands chamboulements que connaît cette mondialisation.¹

Les mots clés des quatre chroniques contenues dans le présent cahier : vulnérabilité / fragilité / chamboulement / incertitude / imprévisibilité / sidération / régionalisation / relocalisation / santé / environnement / équité / réputation / épreuves / opportunités sont ceux qui sont revenus récurrentement sous la plume de tous les analystes, ceux de la crise COVID-19 ou ceux du confinement qu'elle a imposé à la planète et de ses conséquences économiques.

Depuis le début du siècle, le monde a subi trois déstabilisations majeures : un séisme géopolitique (11 septembre 2001) qui a révélé l'existence d'antagonismes d'ordre identitaire, culturel voire religieux, une crise financière et économique (de 2008) qui a modifié les rapports de force entre les grandes puissances - au détriment de l'Europe - et, aujourd'hui, une crise sanitaire à l'origine d'un effondrement généralisé de l'activité économique et des systèmes productifs.

Deux décennies de bouleversements donc, mais marquées par l'apparition de trois tendances nouvelles : la montée en puissance de l'Asie, le dynamisme des forces motrices représentées par les technologies numériques et une nouvelle bipolarisation économique du monde autour des Etats-Unis et de la Chine. La crise du COVID-19 a été à la fois un révélateur et un accélérateur de ces tendances.

Si la crise de 2008 avait permis au départ l'élargissement de la sphère de la concertation, avec notamment la création du G20, ses conséquences ont surtout favorisé les comportements d'introversion des pays et la montée des populismes et des conservatismes. Les Etats-Unis eux-mêmes, première puissance mondiale pourtant, ont commencé à se désengager progressivement du Moyen-Orient et de l'Europe et à s'éloigner du

1 « La mondialisation et Nous, le Sud dans les grands chamboulements » - La Croisée des Chemins. 2020. fait partie d'une trilogie comprenant deux autres ouvrages : « La Chine et nous ». La Croisée des Chemins 2017 et « La Crise économique et financière et nous (en arabe). Centre Culturel Arabe. 2009

multilatéralisme (Accord de Paris sur le climat, Accord sur le nucléaire avec l'Iran, UNESCO, OMS) et du respect de la légalité internationale (le conflit israélo-palestinien).

En progressant, la mondialisation se complexifie et le monde devient plus incertain. Dans les années 1980-1990 déjà, le retour en force du néolibéralisme et la disparition de l'URSS l'avaient déstabilisé. Les règles de la gouvernance mondiale telles qu'elles ont été établies au lendemain de la Seconde guerre mondiale ont perdu progressivement de leur pertinence.

Quelles conséquences sur notre planète peut-on attendre de la crise sanitaire actuelle ? Elle pourrait, comme les crises de 1929 (le fascisme et une guerre mondiale) et de 2001 et 2008 (montée des populismes et régressions sociales et culturelles), favoriser le retour des « forces du mal ». Mais elle pourrait aussi aboutir, ce qu'il faut espérer, à un élan des « forces du bien », comme au lendemain de la Seconde guerre mondiale (pluralisme politique et économique, décolonisation et équilibre entre les forces géopolitiques).

Le monde a, en effet, besoin de sérénité et de cohérence. Et, pour cela, de la réhabilitation du multilatéralisme et de l'approche de la concertation. A court terme pour répondre à la contrainte sanitaire et juguler l'effondrement des systèmes productifs. A moyen terme pour trouver une solution à l'accumulation des dettes des pays pauvres et en développement qui ne peuvent recourir ni au recyclage de leurs banques centrales à l'instar des pays développés, ni mutualiser leurs plans de relance à l'image des pays de l'UE (selon les données actualisées du FMI début juillet 2020, la PIB de l'Afrique subsaharienne connaîtra durant cette année une contraction de 3,2%).

Aux niveaux internes, la crise conduira à des remises en cause du libéralisme excessif et à des changements dans les rapports entre les sociétés et les Etats. Celles-ci appellent ceux-là à retrouver leurs fonctions de protecteurs et de stratèges. Le retour au keynésianisme doit être cependant sélectif et conduire à des refondations des politiques publiques pour qu'elles puissent répondre aux exigences de partage sur le plan social et, à long terme, de préservation de l'environnement.

C'est dire que l'épreuve de la crise peut être stimulante. Elle peut s'ouvrir sur des opportunités pour construire un nouvel ordre mondial, celui qui n'a pas été institué sur le plan géopolitique à la fin de la guerre froide,

ou encore sur le plan géoéconomique au lendemain de la crise de 2008. Un ordre qui reconnaît la force et la profondeur des interdépendances entre les pays. Et une nouvelle gouvernance assise sur une base plus large, multipolaire impliquant des refondations, voire des mutations qui introduisent de nouvelles priorités dans les politiques économiques (préservation de la vie, meilleure distribution des ressources et des revenus et sauvegarde de l'environnement) et de nouveaux paradigmes dans l'économie politique : à côté de l'efficacité, la solidarité, à côté du court terme, le long terme, à côté de l'intérêt pour le présent celui pour l'avenir, à côté des besoins individuels et subjectifs les besoins collectifs et objectifs et, enfin, à côté de la croissance, le partage. Ainsi, la sortie de la crise de la COVID-19 pourrait conduire non seulement à en contenir les effets négatifs, mais aussi à créer un avenir porteur d'un nouveau monde. Réhabiliter la concertation internationale implique que les pays reconnaissent que l'interdépendance, certes complexe, est devenue une réalité partagée par tous et doit mener à une gestion concertée des « biens communs » à toute l'humanité que sont la santé, l'équité ou encore le climat. C'est au nom de cette interdépendance que les deux plus grandes puissances mondiales, Etats- Unis et Chine, doivent aussi s'accepter et que chacune d'elles fasse l'effort de reconnaître la spécificité de l'autre au niveau de son mode d'existence. Le monde s'oriente ainsi vers une nouvelle forme de « coexistence pacifique » qui n'est pas sans rappeler celle des années 1960 et 1970. S'accepter mutuellement, c'est reconnaître les interdépendances, c'est coopérer pour gérer les moments difficiles et les dossiers complexes.

Dans cette refondation nécessaire, l'Afrique doit avoir sa place. Sa démographie dynamique est une opportunité à la fois pour elle-même et pour le reste du monde - vieillissant. Elle est déjà objet de convoitises de la part des grandes puissances, mais la compétition entre ces dernières n'exclut pas là aussi la nécessité pour elles, dans leur propre intérêt, de combattre la pauvreté et l'insécurité dans ce continent.

Contrairement à certaines affirmations, la crise de la COVID-19 ne débouchera pas sur un mouvement de retour sur la mondialisation. Elle en a même, paradoxalement, favorisé son renforcement. Elle a exacerbé la compétition entre les deux grands, une compétition hier seulement commerciale, aujourd'hui également sanitaire et demain surtout technologique. Elle a contribué à l'accélération du dynamisme des nouvelles technologies : le confinement a en effet transformé les rapports

avec le numérique et a donné un élan au travail et à la formation à distance, au risque de voir s'élargir les fractures sociales et spatiales.

Mais la crise a révélé les faiblesses de cette mondialisation devenue source de fragilité, d'imprévisibilité et de sidération. Elle doit être corrigée pour devenir plus équilibrée, plus partagée et être au service des biens communs de l'humanité.

Cette approche de partage doit se traduire par un cheminement du monde vers une multipolarité. A côté de la Chine (l'Asie) et des Etats-Unis (l'Amérique), l'Europe doit prendre conscience de la nécessité de se positionner en créant un troisième pôle solidaire avec l'Afrique qui permettrait à la Méditerranée de retrouver sa centralité perdue.

Si la crise de 2020 a entraîné des interruptions et altérations dans les chaînes de valeurs mondiales, elle a également permis aux proximités et aux solidarités régionales de devenir les assises de souverainetés et d'autonomies nouvelles. C'est dans ce cadre que l'UE doit concevoir le mouvement de relocalisation dont il est question. Il est nécessaire pour les Européens d'adhérer à une logique de « re-régionalisation » dans le cadre d'une verticale regroupant l'Afrique et l'Europe, avec la Méditerranée en son cœur pour participer à l'émergence d'une multipolarité partagée.

Le Maroc, relais entre l'Afrique et l'Europe, devra intégrer cette logique. Les réponses qui seront apportées aux contraintes nées de la nouvelle crise contribueront à enrichir son nouveau modèle de développement.

C'est cette logique qui a présidé à la rédaction des quatre chroniques de confinement :

1. Une représentation de la mondialisation : vulnérabilité et chamboulements ;
2. Mondialisation avancée et imprévisibilité ;
3. Par-delà la sidération ;
4. Capitaliser sur les « bonnes réputations ».

Chronique 1

Une représentation de la
mondialisation : vulnérabilité
et chamboulements

(21 avril 2020)

2020 restera dans l'histoire l'année du Coronavirus, bien sûr, mais, surtout, celle de l'ébranlement de nos certitudes. Le choc économique provoqué par la pandémie a révélé l'extrême vulnérabilité de la mondialisation, présentée jusque-là comme triomphante.

Si nous sommes encore loin de la sortie de crise, nous savons déjà que la mondialisation n'en sortira pas indemne : elle ne sortira pas indemne de la révision radicale du fonctionnement de l'économie, des remises en cause des politiques publiques, des systèmes politiques et sociétaux et, même, des rapports entre les Etats qui se profilent déjà. Il y aura désormais l'avant Covid-19 et l'après Covid-19.

La crise économique et financière de 2008 avait déjà ébranlé la mondialisation et sa dynamique, provoquant un début de redéploiement des rapports de force dans le monde. Alors que les incendies qu'elle a allumés ne sont pas encore tout-à-fait éteints, voilà qu'un petit virus vient replonger le monde dans une crise nouvelle, d'une ampleur et d'une intensité inouïes, sans précédent, à la mesure de la pandémie qu'il a provoquée.

Ainsi, en une décennie, à peine, le monde et la mondialisation ont subi deux crises économiques majeures.

Sur le plan économique, la crise de 2020 est fondamentalement différente de celle qui l'a précédée : elle s'est déclarée dans l'économie réelle, alors que la crise de 2008 - comme celle de 1929 - étaient d'abord des crises financières avant d'atteindre la sphère de la production et, finalement, la sphère sociale, où les dégâts qu'elle a provoqués se sont mesurés en dizaines de milliers de chômeurs et en paupérisation de larges franges de la population. Les impacts sur la croissance de la crise nouvelle seront plus graves et plus profonds. Pour les contrer, il ne faudra pas moins qu'une mobilisation massive des politiques budgétaires des Etats et l'intervention vigoureuse des banques centrales et de tous les systèmes de financement que compte la planète. Il est vrai, actuellement, les grandes banques jouissent, dans les pays développés d'une réelle solidité. Elles affichent des fonds propres, deux fois plus importants qu'avant 2008, et sont soumises à des règles rigoureuses mises en place il y a 10 ans, ce qui devrait leur permettre de résister aux chocs provoqués par la nouvelle crise.

Parce que l'origine de celle-ci est sanitaire, la priorité sera accordée cette fois à la santé : sauver les vies humaines et, pour cela, arrêter la

propagation du virus, chercher à reconnaître sa nature, promouvoir la recherche scientifique pour mettre en place les thérapeutiques nécessaires, fabriquer les médicaments à utiliser avant de découvrir le vaccin, en vue de maîtriser la préservation dans le futur. Ainsi, le besoin de santé et de sauvegarde de la vie humaine vont devenir, désormais, des choix stratégiques des politiques publiques. Au même rang que la sécurité et la paix, la santé est en passe de devenir un bien commun de l'humanité.

Parallèlement à la préservation de la vie, les Etats doivent s'attaquer, avec diligence, à cet autre grand chantier qu'est celui de parer l'effondrement de l'économie avant de mettre en place les instruments de relance des systèmes productifs. Parce que, comme l'exprime très justement Dominique Strauss Kahn, ancien Directeur général du Fonds monétaire international (FMI), cette crise est une triple, et c'est sa caractéristique : c'est une crise de l'être (sa précarité), de l'avoir (offre et demande) et du pouvoir (la gouvernance domestique et mondiale).

Nées, respectivement aux Etats-Unis et en Chine, deux premières puissances économiques mondiales, les crises de 2008 et 2020 se sont rapidement déplacées en Europe, révélant la fragilité du « Vieux continent », point de départ pourtant de la mondialisation au XV^{ème} siècle. Le sort de cette Europe, devenue épicerie de la pandémie - avant les Etats-Unis – et de la crise économique mondiale, nous concerne directement, nous ses voisins Sud-méditerranéens et africains, parce que liés à elle par un même destin.

La sortie de la crise de 2020 se fera à partir de la Chine, comme après 2008, le début de la sortie de crise a commencé aux Etats-Unis, son point de départ

Le cataclysme provoqué par le Covid-19 donne une image exacte de ce qu'est la mondialisation au XXI^{ème} siècle, de l'intensité des interdépendances des tissus productifs et ... de ses dérives. Son point de départ : la Chine, locomotive de l'économie mondiale, à l'origine de 30% de sa croissance et de 15% de ses échanges. Avec le début du confinement et le recul de la production industrielle dans ce pays, la demande chinoise s'effondre et, avec elle, le prix des hydrocarbures (le prix du baril n'est plus que de 20 dollars fin mars 2020). Ce nouveau contrechoc pétrolier (après ceux de 1986 et de 2014), exacerbé par les dissensions inédites entre les grands pays producteurs, l'Arabie Saoudite (et derrière elle l'OPEP) et la Russie, est clairement le résultat, non seulement de l'interférence

entre facteurs économiques et géopolitiques, sur lesquels agissent les grandes puissances : Etats-Unis, Chine et Russie, mais également des antagonismes entre des puissances régionales, Arabie Saoudite et Iran, celle-ci cherchant à intensifier sa pression sur celui-là. La Russie, en refusant de suivre l'Arabie Saoudite et, donc, de réduire sa production, cherche, en fait, à déstabiliser la nouvelle prééminence du secteur américain des hydrocarbures. Et le président Trump, que les difficultés nouvelles de l'Iran comblent, un Iran devenu grand foyer de la pandémie au Moyen-Orient, est tiraillé entre son désir de voir le prix du pétrole se maintenir à un niveau élevé pour répondre aux vœux des patrons des compagnies américaines qui l'ont toujours soutenu et son besoin de voir le prix à la pompe baisser pour s'attirer la sympathie du consommateur américain en cette veille de présidentielles (prévues pour novembre 2021). Le 12 avril 2020, toutes ces parties sont finalement parvenues à un accord : réduire la production pétrolière de 10 millions de barils jour, à partir du 1^{er} mai 2020, une réduction qui intervient cependant dans un contexte de baisse de la demande mondiale.

Baisse du cours des hydrocarbures et des matières premières (qui affecte surtout les pays émergents et en développement), mais aussi chute de la demande de l'ensemble des biens manufacturés, biens d'équipement, intermédiaires et de consommation, à l'exception, toutefois, des biens alimentaires, médicaments et partiellement des biens de luxe, vendus de plus en plus en ligne. La pandémie a, en effet, provoqué, en quelques jours, avec le confinement généralisé, la paralysie des systèmes productifs, la fermeture des commerces, l'insolvabilité et la pénurie des trésoreries des entreprises, la rupture des chaînes d'approvisionnement, un crash boursier d'une ampleur telle que des voix se sont élevées pour demander la fermeture provisoire des marchés financiers.

Le monde entier sait que la sortie de crise viendra de la reprise de l'économie chinoise, mais aussi des économies du Japon, de la Corée du Sud et de Singapour, pays qui se préparent déjà à l'après confinement. Mais, la reprise ne deviendra effective que quand l'Europe et les Etats-Unis seront parvenus à stopper la propagation du virus. Quand l'Inde, ce grand pays, sera en mesure de sortir de son confinement. Quand une réponse satisfaisante pourra être apportée à la question de comment endiguer la pandémie du Coronavirus dans la très vulnérable Afrique.

Un retour à l'histoire

Dans l'histoire, c'est pour des considérations sanitaires que les grandes épidémies ont été dévastatrices. Se propageant par poussées successives, elles ont occasionné de véritables ruptures démographiques qui expliquent la stagnation de la population mondiale jusqu'au XIX^{ème} siècle. C'est le cas de la peste de Justinien (du nom de l'empereur byzantin) qui a fait des ravages, à partir de 541 jusqu'en 767, avec un épisode paroxysmique jusqu'en 592, dans tout le bassin méditerranéen, premier berceau de la mondialisation. Elle a fait plus de 25 millions de victimes. C'est le cas de la peste noire de 1348-1352 en Europe qui a décimé plus du tiers de la population européenne d'alors, et a été l'occasion de transformations majeures sur les plans politique et économique. La colonisation des Amériques par les Conquistadors s'est accompagnée de l'introduction dans le Nouveau Monde de maladies qui lui étaient inconnues (grippe, pneumonie, fièvre jaune, variole, paludisme) contre lesquelles les indigènes n'avaient aucune immunité et qui les décimeront, littéralement. La colonisation du Maghreb et de l'Afrique produira peu ou prou les mêmes effets, à une échelle plus réduite, cependant. Les ravages n'en seront pas moins grands, dans la mesure où ces maladies importées venaient s'ajouter aux épidémies récurrentes liées aux épisodes de sécheresse et de famine, que connaissaient ces pays. Plus tard, avec les systèmes de médecine préventive mis en place par les puissances coloniales, le rythme de hausse de la population repartira.

Depuis le XVIII^{ème} siècle, le monde a connu plusieurs épisodes épidémiques qui ont touché près de 40% de la population mondiale. La peste de 1720 a occasionné la mort de dizaines de milliers de personnes dans le sud de la France ; la peste de Chine, apparue en 1855 dans la province de Yuanan, et restée active jusqu'à 1840, a également été meurtrière. Le XIX^{ème} siècle (entre 1817 et 1881) compte pas moins de six grandes épidémies de choléra, et qui ont fait des ravages considérables. A la fin de la Première Guerre mondiale, la grippe espagnole, partie des Etats-Unis, a contaminé, en trois vagues entre 1919 et 1920, plus du tiers de la population mondiale, faisant, selon les estimations, entre 50 à 100 millions de morts. C'est l'épidémie la plus dévastatrice de l'Histoire.

Si la pandémie actuelle est un trublion pour la mondialisation - elle a déjà créé des ruptures dans la dynamique de l'économie planétaire - elle n'en est pas moins le produit de cette même mondialisation dans

sa phase actuelle dont elle épouse étroitement la logique dans tous ses aspects et manifestations : production, échanges et mobilité, une mondialisation accélérée aujourd'hui par la bipolarisation de l'économie autour de la Chine et des Etats-Unis, mais où l'Europe, son premier pôle historique, continue, malgré des régressions évidentes, à avoir un impact sur l'économie mondiale. En effet, l'épidémie qui a pris naissance en Chine, deuxième puissance mondiale, a d'abord installé son épiceutre en Europe avant de prendre d'assaut les Etats-Unis, première puissance mondiale, devenue, depuis, son foyer principal. Seule arme contre le virus, le confinement, parti également de Chine, est devenu planétaire en moins de deux mois, créant les conditions de la deuxième grande récession mondiale de notre siècle. Et probablement la plus terrible.

Une nouvelle crise mondialisée

La crise actuelle est mondiale. Elle affecte la production et, donc, la croissance mondiale. Elle est partie de Wuhan, ville industrielle du centre de la Chine, un des plus grands ateliers du monde et, donc, première étape des chaînes de valeur mondiales pour diverses activités manufacturières, telles l'automobile, branche aujourd'hui sinistrée ou, encore, l'industrie du médicament, branche qui subit la pression d'une demande accrue, pour ne citer que celles-ci. Etant donné la complexité actuelle des chaînes de production - il n'est maintenant plus rare de voir des produits élaborés à partir de pièces provenant des quatre coins du monde - un bug, surtout à son démarrage, met en danger toute la chaîne et peut avoir des répercussions dans plusieurs pays et/ou plonger dans le marasme tout un secteur économique (c'est le cas, notamment, des sites industriels de Renault et Peugeot au Maroc).

Mise à l'arrêt de la production mondiale, et chute de la demande de biens et services et c'est le commerce mondial qui est sinistré, entraînant, avec lui, toute la sphère de la logistique qui lui sert traditionnellement d'appui : transports tous modes, routier, ferroviaire, maritime et aérien et leurs plateformes, ports, aéroports et gares.

Face à ce choc économique d'une ampleur sans précédent, les marchés financiers ont vacillé et toutes les bourses à travers le monde ont plongé dans le rouge, avant de se ressaisir. Dans le même temps, les budgets des Etats se sont mobilisés pour, à la fois soutenir les activités de soins

nécessaires aux populations et freiner l'effondrement des systèmes de production. Et se préparer à les aider, demain, à redémarrer.

En effet, dès la seconde quinzaine de mars 2020, alors que la pandémie continuait à faire rage, les Etats et les banques centrales des pays développés ont commencé à intervenir, avec force, dans des cadres d'abord nationaux puis régionaux et, enfin, à travers des concertations internationales (G20 du 26 mars 2020), pour essayer d'en contenir les effets dévastateurs et venir au secours des économies. Il leur a fallu, pour cela, abandonner les normes classiques de l'orthodoxie budgétaire. Les principales banques centrales : FED, BCE, banques centrales de Chine, du Japon et d'Angleterre, en tête, ont réduit leurs taux directeurs et pratiqué des politiques d'intervention non conventionnelles d'achat de titres publics et privés. La BCE a ainsi mis en place un plan d'urgence (de 1000 milliards d'euros) de rachat massif de leurs dettes aux Etats et aux entreprises de la zone euro sur les marchés, pour soulager les banques et les inciter à maintenir, voire relancer leurs prêts aux ménages et entreprises et, ainsi, à soutenir la production et l'emploi. Ainsi, la logique « Quel que soit le coût » du président Macron, déjà exprimée en 2010 par le président de la BCE Dragui, est plus que jamais d'actualité.

Les pays de l'Union européenne (UE) ont convenu de mettre en place un plan de soutien de 540 milliards d'euros, en apportant des garanties à la Banque européenne d'Investissement (BEI) pour qu'elle mette à la disposition des entreprises 200 milliards d'euros et donnant son feu vert à la Commission pour qu'elle lève 100 milliards d'Euros sur les marchés et les prête aux pays qui en expriment le besoin. Malgré les réticences de l'Allemagne et des Pays Bas, les Etats membres de l'UE pourraient même activer le Mécanisme européen de stabilité - MES créé en 2012 et doté de 450 milliards d'euros, mécanisme que les pays les plus touchés par l'épidémie, comme l'Italie et l'Espagne, jugent insuffisant : pour faire face à la crise, ils réclament un mécanisme européen de soutien exceptionnel : mutualisation des dettes publiques ou encore mise en place d'un emprunt commun et l'émission de "coronabonds".

Enfin, les G7 et G20, en sommets d'urgence les 16 et 26 mars par visioconférences, ont décidé d'injecter 7000 milliards de dollars pour contrer les effets à court terme de la pandémie et soutenir l'économie mondiale. Ils ont recommandé la suspension du service de la dette des 76 pays les plus fragiles pour une année.

Au niveau interne, le gouvernement allemand, de son côté, a « sorti le bazooka », en mettant une ligne de crédit de 550 milliards d'euros à la disposition des entreprises qui en auront besoin et leur éviter la faillite.

Aux Etats-Unis, un plan de relance exceptionnel de 2.000 milliards de dollars a été programmé : les ménages modestes recevront, dès début avril 2020, des chèques du Trésor d'un montant de 1200 dollars par adulte, de 2400 dollars par couple et 500 dollars par enfant. L'objectif est de relancer la consommation et, donc, la machine de production. Ce plan prévoit, également, 700 milliards de dollars d'aide aux entreprises en difficulté et 100 milliards de dollars pour les hôpitaux débordés. Pour financer ce plan, l'ultra libéral Trump a recours à une simple création monétaire ou « monnaie hélicoptère » selon l'expression de Milton Friedman.

Parce qu'elle est d'origine sanitaire, cette crise touche la dimension humaine de la mondialisation. Elle a conduit à la fermeture des frontières nationales, même à l'intérieur des communautés régionales (UE) et à l'arrêt brutal des activités touristiques, sonnait le coup d'arrêt du transport aérien et de tous les services qui lui sont rattachés. Toutes les manifestations sportives, culturelles et artistiques ont été différées, voire annulées : Jeux Olympiques de Tokyo, Festival cinématographique de Cannes, etc.

Une note optimiste, cependant : la crise du Coronavirus a révélé la dimension mondialisée de la recherche médicale et scientifique dans sa course pour trouver le vaccin et/ou remède contre le Covid-19, et l'excellence de l'interconnexion entre laboratoires et instituts de recherche à travers le monde. Ainsi, toute la recherche mondiale est mobilisée pour trouver la parade thérapeutique face au Coronavirus dans un esprit de collaboration et d'échange.

Des leçons à tirer

Cette pandémie du Coronavirus a révélé à notre société mondialisée, sa profonde fragilité et ancré dans les esprits la certitude que c'est seulement par une action concertée que l'on pourra en venir à bout et avancer.

Ainsi, au plus profond de la crise sanitaire, est en train d'émerger un besoin d'unité et de solidarité. Solidarité entre les Etats et nations et solidarité à l'intérieur de celles-ci entre les classes sociales et les générations.

Covid-19 a mis en lumière les limites de l'ultralibéralisme et de l'individualisme. Les règles du marché ne peuvent plus, seules, diriger le monde : l'Etat, que l'on veut désormais protecteur, aura la mission stratégique d'en redresser les dérives qui se mesurent en termes de détérioration de l'environnement (dimension écologique), d'accentuation des inégalités (dimension sociale) et, maintenant, d'apparition d'épidémies (dimension sanitaire). Car, de ces dimensions dépend l'avenir de l'humanité. Xavier Ragot, économiste français, a, d'ailleurs, très justement écrit que « l'essence de l'Etat est la survie des individus ». Comme en temps de guerre.

La reconnaissance de notre commune vulnérabilité est en train de modifier profondément notre perception des systèmes de fonctionnement en vigueur jusqu'à présent. Ce qui est en soi un vrai espoir pour l'avenir, qui transparait déjà dans les débats sur l'après-Coronavirus. Alors, il aura été fait « bon usage de la catastrophe » (Cf l'essai de Régis Debray, « Du bon usage des catastrophes » - Gallimard 2011). Et les victimes du Covid-19 ne seront pas mortes pour rien.

Et reconnaître les limites des modes de développement prédominants, c'est déjà innover pour créer de nouveaux paradigmes. Oui au progrès, mais à un progrès solidaire. La prise de conscience de la fragilité du monde appelle, en effet, à plus de partage dans les rapports entre les nations. Et qui dit partage, dit protection des plus faibles, de l'Afrique notamment.

La mise en valeur de l'interdépendance entre les pays et les marchés qui marquera, donc, la fin de la logique de l'égoïsme (*America first*) et des nationalismes/populismes, se décline en plus de coordination régionale et internationale organisée à tous les niveaux : au niveau du G2, Etats-Unis – Chine, entre les deux superpuissances mondiales, au niveau du G7, groupe des pays les plus développés dont fait partie l'Europe, entre les membres du P5, membres permanents du Conseil de Sécurité - lequel ne s'est jamais réuni depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale - et au niveau du G20, créé récemment pour responsabiliser les grands pays émergents. Dans le cadre de la mondialisation avancée, il est bien sûr important que toutes ces instances prennent en compte les conséquences de cette nouvelle crise mondiale pour les pays les plus démunis et les pays en développement. La chute de l'activité économique mondiale, qui sera particulièrement dure pour eux, constitue une menace réelle pour les populations les plus pauvres (500 millions). D'où les appels à l'annulation des dettes des pays africains.

L'espoir serait de voir ces concertations déboucher sur la rénovation dans la direction du monde, tant que le plan politique (Organisation des Nations unies - ONU) qu'économique (Banque mondiale, FMI, Organisation mondiale du Commerce (OMC) dans le sens de plus de coordination, de partage et de protection des plus faibles. Mais, pour que ces institutions internationales changent de logiciel, il faut qu'en amont, les grandes puissances économiques et géopolitiques qui y siègent, l'aient elles-mêmes fait. C'est seulement, alors, que l'on pourra dire que la crise a transformé la gouvernance mondiale qui, désormais, intégrera, en plus du politique, de l'économique et du financier, les nouveaux pôles d'intérêt reconnus primordiaux que sont la santé, désormais perçue comme une composante majeure de la sécurité collective, l'environnement et la question de l'égalité.

Et, toujours dans le respect de ces trois exigences santé, environnement et social, seule une aide massive à l'échelle planétaire pourra relancer l'économie mondiale, dévastée par les conséquences de la pandémie, à l'instar du plan Marshall qui avait permis aux pays européens ravagés par la guerre de pouvoir se reconstruire.

Dans ce post-2020, ce sont les systèmes les plus cohérents qui renforceront leur rayonnement. Le big data sera un atout pour ceux qui le produisent et le maîtrisent. Les plus efficaces feront le monde de demain, comme les superpuissances d'hier ont imposé leur marque dans le cheminement de l'histoire du monde depuis 1945. Ils avanceront dans la construction des sociétés post confinement à travers l'investissement dans les nouvelles infrastructures informatiques à très haut débit et dans la formation qui se fera de plus en plus à distance. Daniel Cohen annonce, en effet, l'émergence d'un nouveau capitalisme dominant, celui du numérique.

La crise de 2008 ayant produit plus d'égoïsme et de populisme, et donné naissance au trumpisme (du nom du président Trump), les pessimistes en concluent que le monde post-2020 sera encore « plus introverti, plus pauvre et plus méchant ». Cependant, s'il est vrai que « la complexité prédominante actuelle » est à l'origine d'une « incertitude radicale » (Cf. Thierry de Montbrial), le monde doit accepter de vivre avec l'inattendu (Edgar Morin). Et les optimistes de rétorquer que le salut viendra, avec la montée des pays à l'efficacité économique reconnue, tels la Chine, la Corée du Sud et le Vietnam mais, aussi, l'Allemagne ou encore les pays du nord de l'Europe,

devenus aujourd'hui des références dans la gestion de la crise sanitaire, de l'avancée du monde vers plus de multipolarité. Les progrès résulteront, comme toujours, de la cohabitation idéalisme-réalisme. Ce qui est certain, c'est que le monde qui émergera de cette crise sanitaire sera différent.

La vulnérabilité que le Covid-19 a révélée nous interpelle nous, Marocains, Maghrébins, Sud-méditerranéens et Africains. Elle doit nous conduire à prendre conscience de la valeur du voisinage comme un bien commun, à ouvrir nos frontières, créer les bases de réconciliation et de rapprochement, pour renforcer notre position de négociation dans la gestion de la mondialisation post-2020. Elle doit nous conduire à promouvoir les partenariats nécessaires pour réduire notre dépendance vis-à-vis du reste du monde, dépendance que nous devons à nos seules défaillances. Si, à court terme, la crise actuelle a brisé les liens économiques et les réseaux de production à l'échelle mondiale, elle n'en favorise pas moins les solidarités régionales. Les initiatives de l'Inde de créer une conférence regroupant les pays sud-asiatiques pour élaborer une stratégie de lutte contre le virus dans un cadre régional ou, encore, du roi Mohammed VI de suggérer aux pays africains de mettre en place une plateforme de partage des bonnes pratiques dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire actuelle, en sont la preuve. Elles constituent les prémisses de la promotion de solidarités et d'interdépendances à l'échelle régionale et du renforcement du partenariat Sud-Sud. Car, après 2020, les chaînes de valeur régionales pourraient se substituer aux chaînes de valeur mondiales. La proximité prendra sa revanche sur le lointain.

Nous devons, dans cette approche, interpeller l'Europe voisine qui a, une fois encore, révélé ses difficultés à rassembler ses efforts, que ce soit sur le plan politique, économique, technologique ou scientifique. Elle doit, désormais, s'unir et tendre la main à sa proximité, l'aire Sud-méditerranéenne et l'Afrique pour construire avec elles un nouveau pôle de rayonnement et asseoir les bases d'une mondialisation nouvelle, plus équilibrée et partagée. Dans notre région afro-euro-méditerranéenne, c'est à l'Europe de tirer les leçons de cette crise sanitaire et économique : réduire sa dépendance au niveau des chaînes de valeur mondiales avec le lointain et créer des interdépendances solides avec sa proximité au Sud. Promouvoir la relocalisation des activités industrielles pour les intégrer dans une logique régionale qui intègre l'aire afro-méditerranéenne permettant, ainsi, de redonner à la Méditerranée sa centralité en tant que mer européenne et Africaine.

Gagner la guerre et l'après-guerre

Le XX^{ème} siècle a connu deux guerres mondiales. Il s'est agi de conflagrations entre les plus forts, auxquels ont cependant été associées des nations plus faibles, ce qui a, d'ailleurs, déterminé leur avenir.

Le XXI^{ème} siècle, s'il n'a pas connu de conflits armés d'une même ampleur, n'en a pas moins vécu le 11 septembre 2001, un séisme géopolitique qui a fait basculer le monde dans une conflictualité terroriste, en 2008, une crise financière dont les répercussions ont été telles qu'elles ont mis à mal les mécanismes de stabilisation de l'économie mondiale mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et, en 2020, une crise sanitaire devenue mondiale en moins de deux mois. Tous les systèmes productifs de la planète se sont effondrés, mais l'attention de tous reste focalisée sur cette guerre ... pour la vie.

Quand Covid-19 aura été vaincu, le monde devra s'atteler au sauvetage des économies. Mais, pour qu'il soit réussi, pour qu'une économie mondiale plus stable puisse renaître, il faudra que les causes de toutes les convulsions qu'a connues notre siècle soient prises en compte, comme devront l'être tous les engagements pris, ici et là, en faveur de la planète (lutte contre le réchauffement climatique, à l'occasion de la COP 21 à Paris, notamment).

Car, après cette guerre, il faudra gagner l'après-guerre et limiter les dégâts que ne manquera de provoquer la grande récession à venir (le FMI prévoit pour 2020, un effondrement de l'activité économique en raison du « grand confinement » de -3%. Les taux de croissance attendus sont de -7,5% dans la zone euro, -6,5% pour le Royaume-Uni, -5,9% aux Etats-Unis, -6% en Amérique latine, -1,6% en Afrique subsaharienne, +1% dans les pays émergents asiatiques, +1,2% en Chine). Quand cette nouvelle crise économique se développera, la plupart des Etats seront surendettés : 181% du PIB en Italie, 141% en France et 133% en Espagne, c'est-à-dire à des niveaux qui dépassent, de loin, la norme de 60% du pacte de stabilité européen, selon UBS. Selon cette même source, les plans de relance qui seront mis en place atteindront les 2,6% du PIB mondial (ils pourraient atteindre 10% aux Etats-Unis), contre 1,7% au lendemain de la crise de 2008. La Chine, avec un taux d'endettement de 300%, ne pourra pas intervenir avec force, comme elle l'avait fait en 2009 pour aider le monde à sortir de la crise. La question du remboursement de ces dettes

ne trouvera, alors, sa solution que dans le cadre d'une grande concertation internationale. La question de la relance et de l'endettement des Etats européens implique plus de solidarité entre eux et une intervention massive de la BCE pour monétariser et mutualiser les dettes publiques.

C'est d'une adhésion de toutes les grandes puissances à la logique de la multipolarité et d'un accord des trois grands pôles Etats-Unis, Chine, Europe pour créer une nouvelle gouvernance - gouvernance qui doit prendre en compte et intégrer les exigences du Sud, c'est-à-dire, entre autres, de l'Afrique dans sa globalité - que va dépendre le succès de la construction à venir du monde de demain. Sinon, et Thierry de Montbrial le soulignait déjà en 2008, « sans adaptation drastique, rapide de la gouvernance planétaire, de grands drames mondiaux deviendront possibles et même probables ».

Ainsi, pour gagner la guerre et l'après-guerre, la logique de l'interdépendance et du partage doit triompher. Ce dont le monde a désormais besoin, c'est de plans de mutation, de refondation et de rénovation, beaucoup plus que de simples plans de relance. Des plans qui intègrent le qualitatif au quantitatif, seuls capables d'encadrer la vulnérabilité de tous et d'aplanir les bouleversements - « chamboulements » - attendus.

Chronique 2

Mondialisation avancée
et imprévisibilité

(Mai 2020)

Le XXI^{ème} siècle est celui du « stade suprême » de la mondialisation, avec toutes ses manifestations aux niveaux de la production, de l'échange, de la technologie et de la culture. Avec l'accélération de son avancée, la mondialisation est devenue de plus en plus « complexe » (Thierry de Mont Brial), et, donc, chargée « d'incertitudes » (Edgar Morin). L'imprévisibilité est ainsi devenue la marque de notre temps.

Depuis le début du siècle et, donc, en à peine 20 ans, la planète a subi trois déstabilisations majeures que rien ne laissait présager.

A l'origine de la première, il y a un séisme géopolitique : les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, perpétrés contre des bâtiments symboliques de la puissance américaine. La seconde, la crise économique de 2008, a été déclenchée à partir du complexe financier de cette même Amérique. Et la troisième est l'actuelle, celle de 2020. Parti de Chine, le Covid-19, virus jusque-là inconnu, s'est diffusé en quelques semaines sur le monde entier, entraînant une crise sanitaire sans précédent et une récession économique d'une ampleur inégalée.

La succession de ces trois cataclysmes qui ont déferlé, sans préavis, sur le monde a participé à réduire l'hégémonie absolue de l'Occident (Etats-Unis) à la faveur de la montée des pays asiatiques devenus plus efficaces. Même si la redistribution des cartes a commencé dès les années 1990, le règne mondial de l'imprévisibilité a accéléré le changement des rapports de force entre les pôles géoéconomiques.

L'imprévisibilité serait-elle le produit de l'accélération de la globalisation dans un monde désormais « sans boussole » (RAMSES 2020) ?

Pourtant, les fondements de la gouvernance mondiale semblent avoir été bien construits au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : sur le plan politique, par les deux superpuissances victorieuses (Etats-Unis, URSS) qui ont réussi à mettre en place les règles d'un multilatéralisme géré par l'Organisation des Nations unies (ONU) ; sur le plan économique, par les Etats-Unis et l'Occident qui ont créé des systèmes de régulation financière (Fonds monétaire international-FMI), économique (Banque mondiale-BM) et commerciale (GATT, devenu Organisation mondiale du Commerce- OMC). Les peuples des pays colonisés qui luttèrent pour leurs indépendances s'étaient alors rassemblés autour du concept « tiers-monde » à partir de la Conférence de Bandung en 1955.

Tout semblait, donc, bien codifié. Et la bipolarisation stratégique, animée par les deux blocs, encadrait le fonctionnement du monde. Rien d'essentiel n'était imprévisible.

A la fin du XX^{ème} siècle, le monde a connu de grands bouleversements : dislocation - elle-même inattendue - du système soviétique, montée des économies émergentes (Chine, notamment), enrichissement des pays pétroliers devenus rentiers. Ce qui a contribué à la disparition de l'unité, certes formelle, du tiers-monde.

Par ailleurs, dès 1973, l'accumulation aux Etats-Unis des déséquilibres budgétaires et des paiements extérieurs étaient les signes précurseurs d'un certain essoufflement de l'économie américaine face à la montée des économies japonaise et européenne. Mais, l'adhésion des USA, dans les années 1980, au paradigme néo-libéral et l'autodestruction de l'URSS, en 1991, ont permis aux Américains de remonter au créneau, de consolider leur leadership économique et géopolitique et de s'imposer ainsi comme une « hyperpuissance » (Védrine). Le monde est devenu unipolaire pour deux décennies.

L'imprévisible devenu une constante

Le 11 septembre 2001, cataclysme inédit, est le révélateur de la montée d'une radicalité islamique et de la naissance d'une nouvelle conflictualité fondée sur des antagonismes identitaires et religieux. Cette réponse radicale prétendait protester contre l'hégémonie américaine, source d'humiliations (la question palestinienne) et d'exacerbation des asymétries dans le monde.

La crise économique de 2008 n'était pas non plus annoncée. Elle a cependant révélé les dérives de la mondialisation par la financiarisation abusive de l'activité économique et l'accentuation des inégalités sociales produites par la suprématie du néo-libéralisme.

La nouvelle crise de 2020 produite par la pandémie Covid-19 n'était pas non plus prévue. Elle a mis le monde à genoux et a démontré l'infinie fragilité de l'Homme en cette phase avancée de la mondialisation. La crise sanitaire a imposé un confinement planétaire et conduit à la crise économique. Parce que née au cœur du plus important atelier de Chine (Wuhan), elle a brisé les chaînes de valeur mondiales dès leur naissance et mis l'économie mondiale à l'arrêt.

En deux décennies, les deux premières du XXI^{ème} siècle, le règne de l'imprévisible s'est installé, révélant la fragilité de notre monde mondialisé mais incapable d'anticipation.

Une épreuve ... stimulante

Parce qu'elle est énorme, cette troisième crise peut être stimulante et une bonne occasion pour inciter les grands acteurs à jeter les bases et construire progressivement un « nouvel ordre mondial », celui qui n'a été mis en place ni après la disparition de l'URSS, ni après la crise économique de 2008. Un ordre nouveau n'implique pas seulement des changements dans le mode de gouvernance mondiale, mais aussi et, surtout, des refondations et des mutations pour y introduire de nouveaux centres d'intérêt : préservation de la vie, meilleur partage des ressources et sauvegarde de l'environnement.

La sortie de la crise actuelle constitue, donc, une opportunité et un moment de projection sur l'avenir pour en gérer à court terme les conséquences et, à partir de là, bâtir un monde nouveau.

Cela implique la gestion de certains arbitrages à travers l'interférence entre les enjeux et les défis avec idéalisme, certes, mais aussi réalisme.

La sortie de la crise sanitaire consacre au niveau de la politique économique un retour au keynésianisme, comme cela a été le cas en 1930 et en 1945. Se pose alors la question de savoir comment relancer les économies et les systèmes productifs tout en gérant un endettement en constante augmentation malgré le niveau particulièrement bas des taux d'intérêt directeurs. Si l'Union européenne (UE) semble chercher une réponse dans la mutualisation de l'endettement des pays membres dans le cadre d'une solidarité régionale, un véritable consensus sur le mode de remboursement des dettes qui accorderait un intérêt particulier aux pays en développement et aux pays pauvres né d'une grande concertation internationale, pourrait être la solution. Car partout dans le monde, le remboursement de leurs dettes mettra les Etats face à de grands dilemmes, étant donné les difficultés d'accroître la pression fiscale, de retourner à la pratique de la rigueur budgétaire ou encore de restructurer la dette. La reprise attendue de la consommation des ménages qui ont vu leur épargne - forcée et/ou de précaution - augmenter durant le confinement, contribuera certainement à celle de l'économie. La concertation

internationale devrait cibler la relance de l'économie, laquelle contribuerait à trouver une solution à l'endettement.

Le rebondissement de l'économie pourrait être au rendez-vous en 2021, si tous les pays réussissent leur déconfinement, car cette crise, unique en son genre, est précisément le produit du confinement. Contrairement à la crise de 2008, elle n'est née ni d'un déséquilibre au niveau de l'offre (pas de choc de surproduction), ni de l'effondrement de la demande. De plus, la situation des banques est aujourd'hui beaucoup plus saine qu'en 2009 et les taux d'intérêt directs se situent à un niveau particulièrement bas.

Certains systèmes politiques nationaux peuvent être tentés, à la sortie de la crise sanitaire, de revenir sur les pratiques démocratiques pour promouvoir plus de centralisation, d'introversions, de populisme, voire d'absolutisme. Car, comme le rappelle très justement Edgar Morin « l'épidémie est une aventure incertaine » qui permet le développement des forces du pire et du meilleur. Ainsi, la sortie de la crise sera un moment de choix entre le « bien » et le « mal ». La crise de 1929 a produit en Europe le fascisme qui a conduit à la Seconde Guerre mondiale. Celle de 2008 a encouragé la montée du populisme et de la violence et a favorisé plusieurs régressions sociales et culturelles. Par contre, la Seconde Guerre mondiale a favorisé le pluralisme autant politique qu'économique en Occident et a contribué à mettre fin au pacte colonial.

Les questions posées durant la crise sanitaire vont-elles conduire à des révisions des choix en matière de politique économique pour tourner le dos à l'égoïsme, au court-termisme et à la recherche du seul profit, pour accorder plus d'intérêt aux besoins fondamentaux de l'Homme (santé, éducation) et pour privilégier la lutte contre le réchauffement climatique et la réalisation de plus d'équité sociale ? Ou bien, assistera-t-on, quand le péril sera passé, au retour aux pratiques anciennes ?

Il est important de scruter l'évolution des rapports post-Covid-19 entre les Etats-Unis et la Chine, dominés par les péripéties de la guerre commerciale qui les oppose. L'administration américaine a, en effet, déclenché de nouvelles hostilités, en pointant la responsabilité de la Chine dans la propagation de l'épidémie à travers le monde. Les autorités chinoises, de leur côté, insistent sur la crédibilité de leur système sanitaire, sur ses succès et sa capacité à juguler les effets de l'épidémie. Malgré cette tension, les deux pays ont affirmé leur volonté (8 mai 2020) à mettre en application le premier accord commercial

(signé le 15 janvier 2020) pour atténuer le conflit qui les oppose. Les deux parties, aux tissus productifs interdépendants, ont tout intérêt à résoudre ce conflit et à participer à la relance de l'économie mondiale, sinistrée.

Le post-Covid-19 permettra aux pays qui ont démontré une grande cohérence dans la gestion de la crise sanitaire de prendre une avance dans la construction du monde de demain. C'est le cas en Asie de la Chine, de la Corée du sud, de Singapour et du Japon. C'est le cas de l'Allemagne et des pays de l'Europe du nord. L'UE elle-même semble avoir réussi à construire un front uni dans la recherche d'une mutualisation des dettes et la promotion dans la recherche scientifique et médicale. Dans ce cadre, Macron et Merkel ont proposé un plan de relance pour l'Europe de 500 milliards d'euros que la Commission emprunterait sur les marchés financiers.

L'évolution des rapports de force dans le monde permettra certainement, après la crise, au pôle asiatique d'améliorer sa position, plus encore qu'après 2008. Ira-t-on vers plus de confrontations ou, au contraire, les grands acteurs au sein des G7 et G20 profiteront-ils de l'intensité de l'interdépendance entre leurs tissus productifs pour faire avancer la concertation nécessaire à la reprise économique ? Les membres permanents au Conseil de Sécurité de l'ONU ne devront-ils pas ouvrir un dialogue pour permettre au monde de trouver une certaine sérénité et atténuer les conflits qui l'agitent (au Moyen-Orient, au sud de la Méditerranée et en Afrique) ? La gestion du dossier énergétique entre les grands pays producteurs de pétrole (USA, Russie, Arabie saoudite) et les grandes compagnies mondiales ne doit-elle pas tenir compte de la nécessaire promotion de l'économie verte pour sauver l'environnement du réchauffement climatique ? Questions importantes, qui auront un impact sur les politiques publiques à venir, lesquelles devront arbitrer entre le court et le long termes, les exigences sociales et économiques et les impératifs environnementaux.

Le monde a besoin d'une réelle sérénité, d'un nouvel ordre, d'une nouvelle cohérence et d'une refondation en termes de mode de gouvernance et de centres d'intérêt. Donc, d'une grande concertation autour des questions : santé, économie, environnement. Il est ainsi nécessaire de redonner un nouveau souffle au multilatéralisme, déstabilisé par les conséquences de la crise de 2008 (protectionnisme, montée des

égoïsmes, populisme), mais aussi par les changements dans les rapports de force (montée de la Chine) et par la négation de l'exacerbation des inégalités et des injustices politiques (la question palestinienne). Cela implique que toutes les parties reconnaissent que le monde de demain doit devenir multipolaire. Son fonctionnement doit tenir compte de l'apport de tous les pays, de toutes les grandes cultures et de toutes les civilisations. Un monde de partage, de solidarité et d'équilibre, un monde plus apaisé donc, capable d'anticiper et de maîtriser l'imprévu.

Bien sûr, l'avancée de l'approche de coopération n'interdira pas la compétition. Le monde de demain sera écrit par ceux qui domineront le big data, le numérique et l'intelligence artificielle. Le confinement a donné d'ailleurs un élan formidable à la digitalisation. Et les grandes compagnies américaines (GAFAM) et chinoises (BATX) sortiront encore plus fortes de l'épreuve Covid-19.

C'est grâce à la technologie que la mondialisation restera actuelle. Il n'y aura pas de mouvement de démondialisation. Le stade avancé des progrès technologiques et les interdépendances entre les complexes productifs interdiront tout retour en arrière. Mais il est important et aujourd'hui opportun de commencer à corriger cette mondialisation.

L'Afrique au cœur de la refondation

Parmi les leçons à tirer de la crise sanitaire, il y a le besoin des pays à réduire leur dépendance vis-à-vis du lointain. La régionalisation aura tendance à s'affirmer et à s'appropriier les chaînes de valeur. C'est l'occasion pour l'Europe de s'ouvrir sur sa proximité sud-méditerranéenne et africaine pour construire avec elle un pôle nouveau autour de la centralité de la Méditerranée.

L'Afrique constitue une opportunité et non un handicap pour un monde en refondation. Elle n'a pas été durement affectée par la pandémie. C'est heureux, sa fragilité structurelle ne lui aurait pas permis d'en bien gérer les effets. Elle n'en a pas moins subi les conséquences de la récession mondiale, de la baisse de la demande de matières premières et d'hydrocarbures et de la chute des revenus des migrants et du tourisme.

Depuis le début du siècle, l'Afrique est devenue l'objet de convoitises de la part des grandes puissances économiques et de la Chine, grande

importatrice des matières premières, son principal partenaire commercial. Elle remplit dorénavant le rôle de relai dans la stratégie chinoise « la route et la ceinture » dans son cheminement maritime vers l'Europe.

La problématique du sous-développement du continent, produit de la mondialisation, prend au XXI^{ème} siècle un aspect particulier du fait du dynamisme démographique qu'il connaît. Durant ce siècle, l'Afrique sera le seul continent dont la population continuera d'augmenter pour atteindre, selon les démographes, 40% de la population mondiale en 2100. Cette croissance démographique est un grand défi à la fois pour les pays africains eux-mêmes et pour le monde, en raison de ses conséquences en termes d'urbanisation et d'exacerbation de la pauvreté et de la pression sur les flux migratoires. Mais, elle est porteuse d'espoir et d'atouts parce qu'elle pourrait se traduire par l'élargissement de la sphère des classes moyennes et le développement d'opportunités pour les Africains de s'approprier les outils de la nouvelle révolution technologique.

L'après Covid-19 pose le problème, à court terme, de l'endettement des pays africains qui ne peut être résolu que dans la cadre d'une concertation internationale entre les pourvoyeurs occidentaux et chinois de financements extérieurs (le G20 a recommandé la suspension du remboursement des services de la dette pour une année). A moyen terme, l'Afrique doit améliorer ses performances dans le domaine agricole, l'élargissement de ses marchés domestiques, la mise en place de la zone de libre-échange continentale, la promotion de l'électrification et la réalisation de grands progrès en matière de formation. Tout cela ne peut se faire sans progrès réel dans la gouvernance politique des pays. Le challenge essentiel est d'arriver à diversifier les tissus productifs dans toutes les régions du continent pour lui permettre de mieux négocier sa position dans les chaînes de valeur mondiales.

Pour une refondation réussie de la mondialisation, l'Afrique doit être au cœur des nouveaux centres d'intérêt des politiques publiques : santé, équité, environnement. Elle saura alors démontrer sa capacité à maîtriser ses rapports avec toutes les grandes puissances et à construire, dans la cadre de la multipolarité future et dans une approche de régionalisation avec l'Europe voisine, une zone de coproduction et une verticale Afrique-Europe avec un nouveau centre de rayonnement : la Méditerranée.

Le Maroc, qui appartient à cette aire afro-euro-méditerranéenne, aura certainement à être actif dans cette approche régionale.

Chronique 3

Par-delà la sidération

(1^{er} juin 2020)

La pandémie Covid-19, par sa violence et sa soudaineté, a plongé le monde dans un état de stupeur, de sidération. Et c'est précisément ce terme, sidération, qui reviendra en boucle dès qu'il s'agira d'analyser les sentiments individuels et/ou collectifs face au traumatisme produit par la déferlante sur le monde du nouveau Coronavirus.

Comment définir ce traumatisme planétaire ?

Pour les dictionnaires de langue française (Robert et Larousse), la sidération correspond à « un anéantissement soudain des fonctions vitales », se traduisant par « un état de mort apparente sous l'effet d'un choc émotionnel immense ». L'homme sidéré subit alors « l'influence funeste des astres ». Il est abasourdi, médusé, stupéfait.

Le même mot en anglais conduit au concept de rétrécissement (*shrivelling*) dans le sens de destruction et de mortification.

La traduction du mot en arabe par *hallaa* identifie ce terme, selon Lissan al Arab de Ibn Mandour, à l'état de l'homme abattu, angoissé. Ce dictionnaire se réfère ici au verset 19 de la Sourat « Les voies de l'ascension » du noble Coran « L'homme a été créé très inquiet (instable). Quand le malheur le touche, il est abattu ».

Le Covid-19, virus invisible, insaisissable, qui, parce que mortel, a plongé le monde dans un état de sidération anxieuse, pousse les plus fragiles d'entre nous vers une peur paralysante (« Le virus est partout, je refuse de sortir, même pour faire des achats »), crainte qui se transforme en angoisse, voire en terreur irrationnelle et incontrôlable.

Ce sentiment inédit de la grande insécurité a été amplifié par les médias qui pointent les hôpitaux saturés, obligeant les pouvoirs publics, partout dans le monde, à imposer le confinement à plus de la moitié de la population mondiale pour freiner la propagation du virus.

L'angoisse extrême a unifié, ainsi, le comportement des humains dans leur quotidien. Une manifestation inédite de la mondialisation qui révèle, en même temps, sa fragilité.

Avec le confinement, l'activité économique s'est arrêtée. Un arrêt décidé par des pouvoirs publics qui privilégient la sauvegarde des vies

humaines. Et la crise sanitaire s'est doublée d'une crise économique, également mondialisée. A l'origine d'une nouvelle sidération.

Le passage du sentiment de sidération, d'un niveau individuel à un niveau collectif, a conduit les Etats à glorifier la mobilisation patriotique sur les deux fronts de la santé et de l'économie. En France, l'utilisation du vocable « guerre » a été perçue comme un hommage au Général de Gaulle, le libérateur d'une nation occupée, en état de choc, sidérée. Au Maroc, on a associé la mobilisation du pays contre la propagation du virus à un véritable jihad (le terme jihad devant être compris dans son sens juste et noble), combat pour l'éradication du virus mais aussi pour la relance de l'économie. Référence est faite, ici, au premier discours du roi Mohamed V à son retour d'exil en 1955, quand il a annoncé la construction d'un Maroc indépendant.

La sidération mondialisée a eu un impact sur les relations internationales. Elle a nourri les comportements violents chez tous ceux qui étaient enclins à développer des théories conspirationnistes et/ou complotistes, favorisant ainsi le développement de tensions nouvelles, sur les terrains biologiques ou bactériologiques, entre les Etats-Unis et la Chine. Une guerre sanitaire est ainsi venue se surajouter à la guerre commerciale qui oppose ces deux pays. Dans beaucoup de parties du globe, cette approche semble favoriser la montée du populisme et du nationalisme abusif. Elle a contribué à amplifier la crise du multilatéralisme, quand le président Trump a déclaré sa détermination de quitter l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), inféodée, selon lui, à la Chine depuis que celle-ci a signalé le premier cas de contamination par le Covid-19.

L'irruption de la crise sanitaire en Chine et le confinement des habitants de Wuhan ont entraîné la chute des valeurs boursières (elles se sont ressaisies depuis), comme au lendemain du 11 septembre 2001, de la crise de 2008, et, surtout, de celle, plus brutale, des hydrocarbures début mars 2020. Une vraie sidération, quand le cours de pétrole est devenu négatif dans les bourses des matières premières américaines.

L'angoisse a grandi quand l'épicentre de la pandémie s'est déplacé de Chine vers l'Europe, puis vers les Etats-Unis et le Brésil.

Dépasser la sidération

Quelles leçons tirer de ce désastre ? Car il est impératif pour l'avenir de l'humanité qu'elle garde en mémoire l'intensité de cette sidération.

Deux leçons. La première : il a été démontré que la mondialisation de plus en plus avancée devient source d'incertitudes. Sa complexité reflète la grande vulnérabilité de l'homme et appelle à de nouveaux comportements sur le plan politique et économique en faveur de plus d'humilité, d'humanité et de solidarité.

La seconde est en relation avec l'intensité de l'interdépendance entre les nations, leurs économies et leurs vécus pour le meilleur (les biens communs en termes de santé, progrès, croissance et équité) et pour le pire (pandémie, angoisse, arrogance, hégémonie et crises).

A la sortie de la crise sanitaire, le monde aura besoin de bâtir les fondements d'un réel bien-être, et de tirer les leçons des trois chocs qui l'ont secoué depuis le début du siècle : le 11 septembre 2001, la grande récession de 2008-2014 et le Covid-19 en 2020. Il doit, par ailleurs, confirmer le consensus construit à Paris, en 2015, sur la nécessité de combattre le réchauffement climatique.

Partout dans le monde, se poseront aux Etats deux grandes questions : comment financer la lutte contre toutes les conséquences des crises sanitaire et économique, et comment répondre à l'impact de cette nouvelle grande récession et ses manifestations en termes d'amplification du chômage et de gestion de la tendance à la baisse des salaires ?

A court terme, il est opportun d'organiser une grande concertation internationale menée par le G7 et le G20, en association avec la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), mais aussi les instances de l'ONU pour garantir la présence des pays pauvres et en développement afin de trouver des solutions à l'endettement des Etats. Un endettement exceptionnel qui s'est imposé pour gérer deux crises sanitaire et économique et qui requiert, donc, des thérapeutiques exceptionnelles.

Le coût de l'endettement pour les Etats-Unis sera nul, parce qu'ils peuvent se permettre de créer du dollar, monnaie hyper dominante. L'Europe est en train de mutualiser la gestion de sa dette dans le cadre de la création d'une nouvelle solidarité (la Commission européenne du

27 mai 2020 a proposé de lever 750 milliards de dollars pour financer la relance). Dans tous les grands pays, les banques centrales sont en train de refinancer les dettes publiques dans une période caractérisée par un coût négatif des taux d'intérêt. La concertation internationale doit donc cibler le traitement des dettes accumulées par les pays pauvres et en développement, notamment en Afrique, pour leur permettre de réduire le coût de leurs dettes.

Contrairement à ce qui s'est passé au lendemain de la crise de 2008, le redressement de l'économie ne doit pas se fonder sur de simples programmes de relance. On n'a pas besoin, aujourd'hui, d'un retour quantitatif du keynésianisme, comme cela a été le cas en 1930 et 1945. On a besoin d'un keynésianisme rénové avec du qualitatif pour combattre les dérives de la mondialisation en termes de financiarisation, de néolibéralisme outrancier, de paradis fiscaux, de mauvaise répartition des richesses et d'exacerbation du réchauffement climatique et ... d'arrogance. On a besoin d'accorder plus d'intérêt à ce qui est le plus fondamental pour l'homme : sa santé, sa formation, avec plus d'équité et plus d'environnement. Quelques fois, l'utopie n'exclut pas le réalisme. C'est une opportunité pour la science économique d'introduire de nouveaux paradigmes dans l'économie politique pour qu'elle puisse dépasser l'hégémonie du PIB. À côté de l'efficacité nécessaire, essence même de l'économie, il faut plus de solidarité et plus d'intérêt pour le long terme, c'est-à-dire pour l'avenir de la planète et de l'humanité.

Le PIB, c'est-à-dire l'exigence de la croissance est toujours nécessaire, notamment pour les pays les plus pauvres et les pays en développement. Sans prétendre le remplacer par un quelconque BIB (« B » pour « bonheur »), il faut modifier la base de son calcul pour y intégrer de nouveaux paramètres : le degré d'équité, c'est-à-dire la répartition de la richesse et des revenus, la capacité à couvrir les besoins fondamentaux de l'homme (santé, éducation et logement) et le besoin de respecter les règles environnementales et combattre le réchauffement climatique.

Le Maroc et la question de la relocalisation

Le post-Covid-19 est une opportunité pour le Maroc qui doit s'imprégner des réflexions dans le débat autour du devenir de la mondialisation. Pour la réappropriation des chaînes de valeur mondiales, il y a un mouvement

de retour vers la régionalisation. La priorité sera désormais accordée à la proximité dans le cadre de mouvements de relocalisation pour permettre aux pays de se protéger des risques de dépendance vis-à-vis des contrées lointaines. Le Maroc devra renégocier ses rapports avec la proximité, et exiger de l'Europe qu'elle s'ouvre sur de nouvelles logiques de partenariat avec l'aire sud-méditerranéenne et africaine sur la base de la coproduction. Cela va, d'ailleurs, dans le sens des intérêts de l'Union européenne (UE) elle-même que de traiter la question de la relocalisation et de captage des chaînes de valeur mondiales dans un cadre régional qui dépasse celui de la seule Europe. Le traitement du dossier de relocalisation industrielle par les Européens doit être en rapport avec celui du couple développement-immigration dans la grande région afro-sud-méditerranéenne.

Dans cette approche, on ne peut que regretter l'absence d'un projet maghrébin, mais nous ne devons pas perdre espoir de voir revivre ce Maghreb nécessaire. Avec l'Afrique et l'Europe, le Maroc doit participer à l'émergence d'un pôle attractif construit autour de la centralité de la Méditerranée pour contribuer à la dynamique d'une multipolarité équitable.

C'est la voie à suivre pour participer à faire sortir le monde de sa sidération.

Chronique 4

Capitaliser sur les « bonnes réputations »

(20 juin 2020)

La réputation, concept majeur s'il en est, est un indicateur de l'estime accordée à une personne physique mais aussi à une entreprise ou encore à une entité étatique. Constituée d'une somme de perceptions, elle est la résultante globale de l'ensemble d'images, d'appréciations des actions et comportements de celles-ci. Ainsi, la bonne réputation d'un gouvernement est déterminée et mesurée par son aptitude à faire face aux épreuves que traverse le pays, à affronter les bouleversements qui le secouent et à gérer les sorties de crise. A l'échelle des relations internationales - notamment en cette phase de globalisation avancée -, la réputation d'un pays donne une image sur sa capacité à rayonner au niveau de sa région, voire au-delà, et à s'adapter aux chamboulements de la mondialisation.

La crise de la Covid-19, qui s'est produite à la fin de la deuxième décennie du siècle, reflète, par sa gravité, la vulnérabilité de cette mondialisation. Survenant après les chocs, géopolitique du 11 septembre 2001, et économique, de la crise de 2008, elle a révélé au grand jour l'incertitude et l'imprévisibilité du monde actuel, devenues des constantes. Elle a contraint les pouvoirs publics à choisir la sauvegarde des vies humaines - imposant le confinement de plus de 4 milliards de personnes - au détriment de l'économique. Qui s'est effondré. Et qu'il faut aujourd'hui aider à se relever. Les Etats se trouvent, de ce fait, aujourd'hui mobilisés sur plusieurs fronts à la fois : le front sanitaire et avec lui les exigences de la protection sociale de tous et le front économique pour la relance de la machine.

D'où la sidération qu'ont connue tous les pays, quels que soient leur niveau de développement ou encore le mode de fonctionnement de leurs systèmes politico-économiques. La crise de la Covid-19 marque ainsi une rupture, pour ne pas dire une fracture, dans l'évolution du monde. Le monde de demain sera, à n'en pas douter, différent de celui de l'avant-Coronavirus.

Un parallèle pourrait être fait entre la Seconde Guerre mondiale et cette crise sanitaire. Ces deux « déflagrations » ont déclenché l'accélération des tendances en gestation avec leur survenue, celles du monde de l'après Première Guerre mondiale pour la première, et celles qui ont accompagné la naissance du XXI^{ème} siècle pour la deuxième.

Mais, si la fin de la Seconde Guerre mondiale a permis aux deux grands vainqueurs d'alors, USA et URSS, de façonner la gouvernance géopolitique mondiale (ONU) et aux Etats-Unis, avec l'Europe occidentale dans leur

sillage, d'encadrer la géoéconomie mondiale (FMI, Banque mondiale, OMC), le monde post-2020 restera marqué par les incertitudes dans lesquelles il est plongé depuis la fin de Guerre froide et l'effondrement du système soviétique. Alors que tout au long des années 1980 et 1990, les Etats-Unis avaient imposé leur hyper hégémonie pour créer un monde unipolaire sur le double plan économique et géopolitique, avec la montée de la Chine et l'exacerbation des tensions commerciales et aujourd'hui sanitaires entre ces deux géants, de nouveaux antagonismes ont fait surface et une nouvelle bipolarité s'est constituée.

Ce sont les solides réputations acquises pendant la guerre 39-45 qui ont permis aux Etats-Unis et à l'URSS de peser de tout leur poids sur le fonctionnement du monde tout au long de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Une double hégémonie contrariée cependant par la survenue d'événements géopolitiques et économiques : pour l'URSS, les contestations hongroises de 1956 et tchécoslovaques de 1968, l'impact du conflit idéologique avec la Chine populaire durant les années 1960, l'échec de son intervention en Afghanistan dans les années 1980, jusqu'à la disparition de l'Union soviétique en 1990. Les Etats-Unis, quant à eux, ont été secoués par les effets de la guerre du Vietnam dans les années 1960-1970 et des chocs pétroliers de 1973 et 1979, par l'écho de la révolution islamique iranienne de 1979 et les décisions monétaires du Président Nixon 1971, ... puis, plus tard, par le choc du 11 septembre 2001, de la crise de 2008 et par les nouvelles tensions commerciales avec la Chine, le Mexique et l'Europe.

La crise sanitaire et économique de 2020, dont l'épicentre s'est déplacé de Chine, d'abord vers l'Europe, puis vers la Russie, les Etats-Unis et le Brésil, a été - et est encore- une véritable épreuve pour le monde entier. Les réponses face au Coronavirus ont été différenciées de sorte que certains pays sont devenus aujourd'hui des références grâce à l'efficacité de leurs actions. Et la réputation ainsi acquise leur donne une crédibilité nouvelle qui leur permet de renforcer leur position dans leur environnement régional (Allemagne) et/ou dans la construction du nouveau multilatéralisme qui est en train de se mettre en place.

Dans ce cadre, les Etats-Unis, la Chine et l'Europe se livrent une véritable bataille pour découvrir le vaccin et/ou le traitement anti-Covid-19 qui leur permettra, en sauvant le monde, de construire et/ou améliorer leur réputation.

L'attitude des présidents Trump et Bolsonaro, qui considèrent l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) complice de la Chine dans la gestion de la crise du Coronavirus, fait vaciller le multilatéralisme dans un moment sensible de l'histoire du monde. Un multilatéralisme déjà déstabilisé par le retrait des Etats-Unis de l'Unesco, de l'accord de Paris sur le réchauffement climatique et de l'accord nucléaire avec l'Iran et par leur alignement sur la politique de colonisation systématique menée par Israël.

Les grands programmes de sauvegarde et de relance des économies, soutenus par le G20, auront un impact certain sur le monde post-Covid-19. Partout, le but est d'aider les chômeurs, l'économie informelle et, bien sûr, les secteurs économiques affectés par les effets des confinements (industrie, PMI, transport aérien, tourisme, restauration, etc.). Selon une étude de McKinsey, les plans de sauvetage gouvernementaux se chiffreront à 10 billions de dollars, soit trois fois plus que les plans de relance mis en œuvre au lendemain de la crise de 2008 (l'Europe occidentale seule devra leur allouer 4000 milliards de dollars, soit l'équivalent de 30 fois les crédits du plan Marshall), somme à laquelle il faut ajouter les injections monétaires réalisées par les banques centrales pour racheter des obligations publiques.

Tirant des leçons de la gestion de la crise de 2008, les gouvernements actuels voudraient que les programmes de relance en cours dépassent le seul quantitativisme et soient rattachés à des choix qualitatifs autour de :

- la promotion de l'économie verte, et, donc, favoriser une relance innovante et dé-carbonisée ;
- l'accélération de la numérisation et des apports de l'intelligence artificielle dans les activités économiques avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur les réformes dans le domaine de la formation des ressources humaines ;
- l'adaptation aux ruptures entraînées par la crise sanitaire sur les chaînes d'approvisionnement et, donc, accorder plus d'intérêt à la question de l'autonomie nationale, favoriser les productions locales et réduire les risques de dépendance en matière de production des biens essentiels (santé, productions alimentaires, technologies, etc.).

Sept chantiers, sept problématiques

La rupture créée par la crise sanitaire amènera tous les pays à s'attaquer à court, puis à long termes à sept grandes problématiques :

1. Le financement des programmes de sauvetage et de relance

Dans les semaines à venir, les Etats vont s'endetter massivement pour financer leurs plans de sauvetage sanitaire et de relance économique. Dans les pays développés et émergents, les banques centrales ont d'ores et déjà « monétisé » l'essentiel des dettes publiques. De même, l'UE a mis en place un consensus pour mutualiser l'endettement de ses Etats membres.

Pour aider les pays pauvres et en développement à gérer leurs dettes forcées du fait des contraintes de la crise de la Covid-19, une concertation internationale - sous la conduite du G20 en association avec le FMI et la Banque mondiale par exemple - pourrait s'avérer nécessaire. Une telle intervention solidaire, indispensable pour trouver une solution à cet endettement, aussi inattendu qu'exceptionnel, donnera à la communauté internationale une réelle crédibilité en matière de gestion du financement international. En 2010 déjà, Jacques Attali, dans son ouvrage « Tous ruinés dans dix ans ? : Dette publique : la dernière chance »- Fayard, proposait la mise en place d'une « architecture mondiale » de gestion de la dette. Il mérite un coup de chapeau.

2. Vers une nouvelle bipolarisation

La crise de la Covid-19 va consacrer l'installation d'une nouvelle bipolarisation du monde autour de l'antagonisme entre les Etats-Unis et la Chine. La tension commerciale qui les oppose depuis 2017 a été intensifiée par la guerre sanitaire qu'ils se livrent. Si la suprématie américaine reste réelle, notamment sur le plan stratégique, la Chine dessine, à travers son initiative « La ceinture et la route », un instrument de rayonnement sur l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Dans l'avenir, la grande compétition sino-américaine se cristallisera de plus en plus autour du numérique. La tension en cours autour de la 5G en est la preuve.

3. La montée en puissance des nouvelles technologies

Dès le début du siècle, le numérique et l'IA sont devenus le pivot de la nouvelle révolution technologique menée par les GAFAM et les BATX, mais aussi par la robotisation de la production. La crise sanitaire et le confinement ont donné un élan remarquable aux instruments de cette révolution grâce aux grands progrès accomplis par le télétravail et l'organisation de toutes les formes de contacts à distance (vidéoconférences, activités éducatives, médiatiques et artistiques). Partout dans le monde, les réformes des systèmes d'enseignement et de formation intègrent désormais l'utilisation de ces technologies devenues des instruments majeurs des activités humaines, notamment dans le domaine de l'économie et de la transmission des données.

4. L'intérêt accordé à la proximité et à la régionalisation

Depuis les années 1950, l'avancée de la mondialisation a favorisé l'émergence de pôles de solidarité régionale, en Europe, en Amérique du nord ou, encore, entre les différents pays asiatiques. Des unions et rassemblements régionaux se sont constitués autour des échanges commerciaux, des politiques communautaires ou des interdépendances industrielles. Mais, la logique de la mondialisation rampante a élargi la sphère du libre-échange favorisant l'extension des chaînes de valeur devenues mondiales et, donc, un processus de délocalisation industrielle en faveur notamment de l'Asie. La crise de la Covid-19 a brisé ces chaînes de valeur. Elle a révélé la dépendance des pays vis-à-vis d'espaces lointains. Aux Etats-Unis, en Europe et même au Japon, des voix s'élèvent aujourd'hui appelant aux relocalisation/rapatriement des activités industrielles stratégiques : médicaments, masques, équipements automobiles, etc. Cette prise de conscience est favorable à la proximité et à la régionalisation. Une telle relocalisation, en réduisant le coût des distances, participerait à la décarbonisation.

L'Europe aura intérêt à organiser le processus de relocalisation en son sein et associant les espaces de proximité du sud : Méditerranée et Afrique. Plutôt que la relocalisation, il faut promouvoir une re-régionalisation comme le propose Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères.

5. Vers l'avènement d'une multipolarité et d'un multilatéralisme rénovés

L'après-guerre a donné naissance à un monde bipolaire dominé, d'une part, par le pluralisme économique et politique de l'Occident, sous le leadership américain et, d'autre part, par un système centralisé mené par l'URSS. La disparition de l'Union soviétique, l'essoufflement des économies occidentales du nord et la montée de la Chine ont rebattu les cartes. La crise de 2008 a favorisé la création d'un G20 élargi aux pays émergents, G20 qui devait se substituer au G7 dans la gestion des grandes contraintes de l'économie mondiale. Ce sont là les prémisses d'une multipolarité en genèse. La crise de 2020 a accéléré cette tendance et incité au renforcement de la régionalisation. Les pays asiatiques poursuivent leurs rapprochements. Ceux de l'UE sont en train de donner un nouvel élan à l'intégration européenne malgré le retrait britannique. Si, donc, la crise de 2008 avait nourri les populismes et favorisé le recul du multilatéralisme, celle de 2020 devrait créer, malgré des discours septiques ici et là, plus de coopération internationale sur les dossiers de la santé et de l'environnement. Et, finalement, sauvegarder (sauver ?) le multilatéralisme, le rénover et créer les conditions de plus d'équilibres pouvant se traduire par l'émergence d'une multipolarité. C'est dans ce cadre qu'il est de l'intérêt de l'Europe de renforcer son intégration économique, politique et stratégique et de tendre la main à l'Afrique pour construire, avec elle, un nouveau pôle face à l'Amérique du nord et à l'Asie, consacrant une nouvelle centralité de la Méditerranée. C'est, en effet, par la multipolarité que le système mondial pourrait s'acheminer vers plus de partage et d'équilibre.

6. La nécessaire gestion des « biens communs »

La crise de la Covid-19 a contraint les politiques publiques à revenir sur les normes orthodoxes de la macro-économie. La mobilisation des programmes de sauvetage sanitaire et économique se traduit par le dépassement des règles budgétaires conventionnelles en termes de déficit (3% du PIB) et d'endettement public (60% du PIB). Le keynésianisme, mis à mal depuis les années 1980 par le néo-libéralisme, est réhabilité sous la pression des nouvelles contraintes. Les banques centrales des pays développés ont également suspendu leurs interventions classiques pour soutenir les plans de reprise et racheter les obligations publiques. Mais, ce

retour au keynésianisme est plus qualitatif. Il doit se traduire par l'intérêt accordé par les Etats à la gestion des « biens communs » et du long terme qui concerne l'avenir de l'humanité, notamment dans les domaines de la santé, du social, de l'éducation et de l'environnement. Ainsi, la nouvelle épreuve que vit le monde conduira à l'ouverture sur des opportunités pour réorienter les politiques publiques au service de ces biens communs. La santé, l'éducation, l'équité et l'environnement : un même combat. Cela impliquera certainement l'introduction de nouvelles catégories d'analyses dans la sphère scientifique de l'économie politique. Celle-ci ne peut plus être fondée seulement sur le court terme, ou sur la recherche exclusive de la productivité et des profits à tout prix. Elle devra désormais prendre en compte de nouvelles exigences que sont la protection de la santé humaine et la sauvegarde de l'environnement. La recherche de l'efficacité n'exclut pas celle de l'équité.

7. La problématique de l'iniquité

Tous les indicateurs ont montré que l'accélération de la mondialisation, tractée par l'hyper hégémonie des recettes néolibérales depuis les années 1980, a produit une exacerbation des asymétries entre les pays (nord-sud) et à l'intérieur de ceux-ci. La crise de 2008 a révélé, à partir des dérives financières, ses vraies origines, liées aux inégalités à l'intérieur des sociétés en termes de répartition des richesses et des revenus.

La crise sanitaire a mis en lumière de nouveaux aspects de cette iniquité. Partout dans le monde, les victimes de l'épidémie appartiennent majoritairement aux sphères les plus fragiles et les plus marginales. Aux Etats-Unis, pays qui compte le plus grand nombre de victimes, plus du tiers des personnes décédées appartiennent à la communauté noire qui ne représente que 13% de l'ensemble de la population. Dans ce pays, les frustrations nées du confinement ont été amplifiées par un malaise lié à la plus grande manifestation de l'iniquité : le racisme. L'affaire Gorges Floyd a déclenché un élan mondial de soutien au mouvement « Black Lives Matters », secouant les sociétés des pays développés, des Etats-Unis à l'Europe pour leur rappeler, peut-être, les origines coloniales des iniquités. Comme pour la Covid-19, va-t-on assister à une rupture, même partielle, entre l'avant et l'après-Gorges Floyd ? Il faut l'espérer.

La rencontre de toutes ces ondes de choc dans ce moment exceptionnel de l'histoire de l'humanité fait que les actions pour plus de santé, plus

d'égalité, plus de respect de l'environnement appartiennent à une même logique et appellent à la rénovation des modèles de développement et à la promotion d'un monde équilibré et humanisé. Il est vital de répondre à ce que François Perroux avait appelé, dès les années 1960, « Les coûts de l'homme ».

Le Maroc, la Covid-19 : capitaliser sur la « bonne réputation »

La crise de la Covid-19 est une grande épreuve et, comme toute épreuve, elle accouche d'une grande opportunité. Le Maroc a été certainement parmi les pays en développement qui ont le mieux géré les conséquences de la pandémie. Un véritable combat a été mené, avec l'adhésion de toute la population confiante dans l'action menée par l'Etat. Il s'agit, maintenant, de capitaliser sur la bonne réputation acquise par le pays pour négocier le virage post-Covid-19. La mise en place d'un nouveau modèle de développement sera certainement enrichie par les leçons qu'on doit tirer de cette crise sanitaire et des conséquences du confinement. Au Maroc, la recherche de l'efficacité doit passer, comme partout dans le monde, par une approche de solidarité. Surtout, la capitalisation sur la réputation acquise doit conduire le pays à améliorer sa capacité à négocier avec les bouleversements attendus de la mondialisation à travers trois orientations :

Participer à la promotion d'un nouveau pôle régional qui regrouperait l'Afrique et l'Europe et consacrerait une nouvelle centralité dynamique de la Méditerranée. Pour cela, le Maroc devra améliorer son attractivité pour tirer profit des mouvements de relocalisation et de re-régionalisation des activités économiques.

Malgré les contraintes géopolitiques, le Maroc n'abandonnera jamais le projet maghrébin, nécessaire aujourd'hui pour les pays de la région, mais aussi pour l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. Cette dynamique régionale doit être fondée sur une rénovation du partenariat euro-méditerranéen qui doit dépasser ses propres limites et s'ouvrir sur une logique de coproduction et de gestion commune des problématiques développement-migration-sécurité. Cela permettra à l'Europe, étant donné son avancée technologique, et à l'Afrique, avec ses potentialités démographiques et son apport culturel, de participer à créer un nouveau pôle AME dans le cadre d'une multipolarité mieux partagée.

Le Maroc doit continuer à renforcer son ancrage en Afrique, en consolidant ses actions en faveur du développement alimentaire (grâce aux phosphates), de l'électrification, de la diversification du tissu productif et participer à la promotion de la Zone de Libre-Echange continentale africaine (ZLECA). Grâce aux initiatives royales, le Maroc a su lier la gestion de la crise sanitaire à une approche de partenariat Sud-Sud avec les pays subsahariens.

S'ouvrir sur les espaces lointains en vue de diversifier les échanges extérieurs avec les deux Amériques : celle du nord, la première puissance économique et géopolitique du monde, et celle du sud, dans le cadre d'un triangle stratégique Europe-Afrique-Amérique Latine, et avec l'Asie et toutes ses composantes, en tenant compte du rôle essentiel de la Chine qui propose à notre région de coopérer avec son initiative « La ceinture et la route ».

La maîtrise des rapports avec la proximité et avec les espaces lointains permettra au Maroc d'adhérer à la dynamique de la révolution technologique du XXI^{ème} siècle, représentée par le numérique et l'IA, en rapport avec l'avènement d'un nouveau modèle de développement et la réalisation des réformes nécessaires dans le domaine de l'éducation et de la formation.

La mondialisation et la pandémie

Chroniques de confinement

Les mots clés des quatre chroniques contenues dans le présent cahier : vulnérabilité / fragilité / chamboulement / incertitude / imprévisibilité / sidération / régionalisation / relocalisation / santé / environnement / équité / réputation / épreuves / opportunités sont ceux qui sont revenus récurrentement sous la plume de tous les analystes, ceux de la crise COVID-19 ou ceux du confinement qu'elle a imposé à la planète et de ses conséquences économiques.

ISBN : xxxxxxxx

POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH
Rabat, Maroc
www.policycenter.ma